

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 60 (1968)
Heft: 12

Artikel: Les Nations Unies et le développement : 56 grands projet
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385517>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les Nations Unies et le développement

56 grands projets

Le conseil d'administration du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), dans sa réunion tenue à Vienne, en Autriche, du 11 au 28 juin, a approuvé l'assistance à 56 nouveaux grands projets de préinvestissement. Le nombre des projets de grande envergure approuvés par le conseil depuis 1959 atteint ainsi le chiffre total de 925, avec un prix de revient global de 2226 millions de dollars pour les pays bénéficiaires et le PNUD.

Le nouveau programme, qui comprend une assistance complémentaire à cinq projets en cours d'exécution, reviendra approximativement à 127 millions de dollars, dont 50 fournis par le PNUD, les pays bénéficiaires versant l'équivalent du solde, soit 77 millions de dollars.

Quarante-cinq pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Extrême-Orient, du Moyen-Orient et d'Europe bénéficieront de ces projets, qui sont destinés à accélérer le progrès agricole, industriel et social.

Un certain nombre de tendances nouvelles se dégagent de l'exécution des programmes. Les projets concernant le secteur agricole sont définis de façon plus précise et on est en train d'adopter un système en vue d'assurer un examen constant des possibilités d'une mobilisation effective, réalisée à la base même, des ressources en experts, services et matériel dont dispose chaque pays.

On s'attache davantage à la recherche appliquée et aux projets de démonstration, considérés comme des conditions essentielles à la réussite des projets tendant à l'accroissement immédiat de la production. C'est ce que montrent notamment les projets consacrés à l'amélioration de l'élevage au Kenya, au Malawi, en République-Unie de Tanzanie, en Ouganda, en République arabe unie et au Venezuela, de même que ceux qui visent au développement des pêches en Jordanie et en Zambie.

Des travaux de recherche et de démonstration font également partie intégrante des plans d'activité pratique pour des programmes comme la diversification de la production agricole (Colombie et Honduras), l'amélioration du rendement des cultures de plein champ (République arabe unie) et le développement de riziculture irriguée (îles Fiji).

Une assistance est également fournie aux entreprises qui ont besoin de disposer d'éléments tels que des engrais, des semences, des insecticides, des pesticides, d'instruments aratoires et de petites machines agricoles, afin de créer les conditions propres à une élévation du rendement. C'est ce que concrétise un projet agricole réalisé dans la région de l'Altiplano en Bolivie.

En ce qui concerne l'exploitation des bassins fluviaux, l'assistance du PNUD est accordée non seulement en vue de découvrir les richesses

latentes des bassins mal exploités, mais aussi de concevoir de nouvelles modalités d'exploitation des cours d'eau et de satisfaire à la fois les besoins de l'agriculture et de l'industrie. Un projet concernant la Pologne, qui doit planifier le développement d'ensemble de la Vistule, en s'inspirant de l'expérience acquise par les services de la vallée du Tennessee ainsi que des études effectuées en vue de l'exploitation du Rhône et du Rhin, servira en dernière analyse à orienter des activités analogues dans d'autres pays.

L'intérêt constant que les gouvernements portent aux enquêtes sur les ressources minières, hydrogéologiques et géologiques, ainsi qu'aux études de factibilité concernant l'énergie et l'alimentation hydrauliques, se manifeste dans le nouveau programme par l'assistance supplémentaire consentie aux recherches minières effectuées en Haute-Volta, aux études sur l'alimentation en eau à Ceylan, en Inde et au Maroc, et à la planification du développement de l'énergie en Grèce.

Les projets régionaux et nationaux concernant les transports méritent également une mention spéciale, car ils peuvent aboutir à de gros investissements dans les réseaux ferroviaires, routiers et aériens. Ces projets comprennent une enquête sur les études de transport en Afrique, le développement des voies ferrées et des ports ainsi qu'une nouvelle liaison ferroviaire en Afrique orientale, et des évaluations d'ensemble concernant les politiques des transports aux Philippines et en Turquie.

La croissance excessivement rapide des villes conduit à adopter plusieurs projets concernant ce domaine, notamment une aide destinée à renforcer les services de recherche opérationnelle et de contrôle à la Banque Nationale de l'Habitation au Brésil, à élaborer un plan directeur pour la zone métropolitaine de Karachi, à améliorer l'administration et le développement municipal au Venezuela et à réaliser des plans d'aménagement du territoire au Pakistan et aux Philippines.

Le flot constant de demandes d'assistance, en vue de l'établissement de programmes de formation destinés à pallier la pénurie de personnel qualifié à tous les échelons, se manifeste par l'adoption de vingt et un projets nouveaux dans les domaines de la formation et de l'enseignement techniques. La plupart de ces projets concernent la formation agricole et professionnelle. On a également pris conscience de la nécessité d'améliorer la formation du personnel de bureau et les programmes de formation à l'administration publique. En ce qui concerne la formation des maîtres, on s'attache surtout maintenant aux professeurs de sciences, et deux projets sont consacrés par ailleurs à l'enseignement primaire, c'est-à-dire à un secteur relativement nouveau de l'assistance consentie par le PNUD.

Les pays scandinaves augmentent leur aide

Trois pays scandinaves ont fait connaître leur décision, au sujet des programmes d'assistance aux pays en voie de développement, de

réserver à cet effet 1 % de leur produit national brut, dès les premières années 70.

Parlant à la session du conseil d'administration tenue à Vienne, l'observateur suédois a déclaré que le Parlement de son pays a décidé d'atteindre cet objectif dès 1974/1975. Cette décision, a-t-il poursuivi, concerne seulement l'affectation de fonds publics, qui doivent être calculés déduction faite du service des prêts, de l'intérêt et des autres formes de remboursement concernant l'assistance consentie précédemment au développement. Si l'on tenait compte des transferts privés, l'objectif serait probablement atteint dès 1972/1973.

L'observateur a également déclaré que, pour une période triennale commençant en juillet, la Suède a affecté 140 millions de dollars aux programmes multilatéraux, soit 40 % des crédits accordés à l'assistance au développement. Sur ce montant, le PNUD doit recevoir un total de 53 millions de dollars, versé en trois tranches de 15,5 millions en 1968, 17,5 millions en 1969 et 20 millions de dollars en 1970.

Le délégué danois au Conseil, en annonçant que son pays envisage d'accorder aux pays en voie de développement des ressources s'élevant à 1 % de son produit national net en 1972/1973, a fait remarquer qu'il s'agit d'un relèvement très considérable par rapport aux dépenses précédentes. Le Gouvernement danois compte conserver à l'assistance multilatérale sa position relative dans son programme d'assistance et il envisage une augmentation substantielle de sa contribution au PNUD en 1969.

Exposant dans les grandes lignes les plans de son gouvernement qui tendent à plus que tripler le budget de l'assistance extérieure, le délégué de la Norvège a déclaré que son pays atteindrait dès 1973 l'objectif qu'il s'était fixé, à savoir 1 % de son revenu national net. En d'autres termes, ledit budget s'élèvera à 75 millions de dollars cette année-là.

De l'assistance par la Norvège, 60 à 70 % a été fournie jusqu'ici par l'intermédiaire des programmes internationaux, la place essentielle revenant à cet égard au PNUD et à l'Association internationale de développement (AID).

La recherche nucléaire accroît la production alimentaire

Les recherches nucléaires constitueront un des moyens importants dont se servira l'Inde pour tenir la gageure qu'elle s'est proposée: accroître de 40 % sa production céréalière au cours des cinq prochaines années. Avec l'aide du PNUD, un laboratoire de recherche nucléaire doit être installé à New Delhi, au titre d'un projet de 3,3 millions de dollars destiné à fournir les installations nécessaires à l'amélioration du rendement des récoltes et à la lutte contre les ennemis des cultures par des moyens nucléaires.

De vastes recherches

Le laboratoire effectuera des recherches dans les domaines agricoles suivants :

Fertilité des sols; emplois d'engrais et nutrition végétale, y compris les méthodes permettant d'évaluer l'apport des éléments nutritifs, leur absorption par les végétaux et leur mouvement dans les sols; étude de l'humidité du sol en relation avec l'irrigation; décomposition des matières organiques: taux de déperdition et de reconstitution dans les divers systèmes de culture et d'aménagement du sol; photosynthèse en relation avec le développement et la valeur nutritive des grains.

Sélection par mutation, au moyen de rayonnements et de mutagènes chimiques, en vue de mettre au point des variétés à fort rendement présentant les caractéristiques voulues en ce qui concerne la couleur du grain, la teneur en protéine, la résistance à la verse, aux insectes nuisibles et aux maladies.

Lutte contre les insectes nuisibles et les maladies, grâce à l'adoption de méthodes efficaces pour l'application de pesticides et fongicides et évaluation des résidus de pesticides dans les cultures.

Etudes sur la technique de stérilisation des mâles par irradiation pour lutter contre les insectes nuisibles, mise au point d'insecticides microbiens et études sur les matières qui attirent ou repoussent les insectes.

Etudes portant sur la physiologie, la nutrition et la pathologie des animaux domestiques.

Différents centres

En dehors de la création du laboratoire de recherche nucléaire à New Delhi, le projet permettra également d'augmenter les installations de recherche et de formation nucléaires dans trois autres centres de l'Inde. Le projet sera financé par le Gouvernement de l'Inde (pour 1 908 000 dollars) et le PNUD (pour 1 419 700 dollars). L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) servira d'agent chargé d'exécuter le projet.

Préalablement à ce projet, dont on prévoit qu'il durera cinq ans, le Gouvernement indien a déjà créé des installations en vue d'appliquer les radiations et isotopes radioactifs à l'agriculture. Ces applications ont entraîné des accroissements prometteurs de la production, aussi bien de blé que de riz.

L'Institut devient universitaire

L'Institut indien de recherche agricole à New Delhi, où s'effectueraient les recherches nucléaires ainsi étendues, a été changé en univer-

sité. C'est le plus grand institut de ce genre dans l'Inde, avec un effectif de 1000 chercheurs.

Le programme de recherche nucléaire prévu au titre du projet sera coordonné avec les activités de l'Administration de l'énergie atomique et celles du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture. Dès qu'on aura obtenu des résultats agricoles pratiques, ils seront transmis aux cultivateurs par l'intermédiaire des services régionaux de vulgarisation des administrations locales d'agriculture.

Un centre de détection des ouragans

La comparaison entre deux ouragans hors saison – le cyclone Bess en novembre 1952 et le cyclone Gilda en novembre 1967 – a montré le rôle important que joue le centre de détection des ouragans par radar, installé à Hualien en Chine, pour limiter les effets désastreux de ces perturbations atmosphériques. Bess était beaucoup moins brutal que Gilda et pourtant on a enregistré des dégâts beaucoup plus considérables en 1952 qu'en 1967, année où fonctionnait déjà le centre de détection.

	1952	1967
Tués	121	4
Blessés	644	49
Disparus	32	8
Maisons complètement détruites	8 726	820
Maisons partiellement détruites	23 395	2000
Bateaux de pêche coulés	10	—
Bateaux de pêche endommagés	113	—

Ce centre de détection des ouragans est l'un des deux qui ont été créés au titre d'un projet réalisé avec l'assistance du PNUD et pour lesquels l'Organisation météorologique mondiale a servi d'agent d'exécution. Le matériel radar destiné au second centre, qui doit être installé à Kaohsiung, est fourni par la société Raytheon.

Des programmes de formation spécialisée en météorologie par radar et en électronique ont également été créés au titre du projet pour fournir un personnel qualifié aux centres de détection des ouragans, ainsi que pour constituer un service permanent chargé de prévoir et d'annoncer les inondations. Le projet une fois achevé aura coûté 642 800 dollars au PNUD et l'équivalent de 718 000 dollars au gouvernement.